

Ce que nous disent les données MSNA 2025 sur les besoins humanitaires

Résultats pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale

Juin 2026 | Mali, Burkina Faso, RCA, RDC

Crédit photo : Léo Porte (RDC)

MESSAGES CLÉS

- Dans les quatre pays d'Afrique de l'Ouest couverts par des **évaluations multisectorielles des besoins (MSNA) en 2025**, les populations sont confrontées à des **crises prolongées et chroniquement sous-financées**. Les résultats montrent que les besoins humanitaires y demeurent omniprésents, alimentés par une intensification des conflits armés. En 2025, la dégradation continue de la situation sécuritaire provoque des vagues ininterrompues de déplacements, privant les communautés d'accès à des moyens de subsistance et aux services essentiels, les exposant davantage à des risques de protection.
- La **baisse brutale des financements au début de 2025 a particulièrement impacté ce contexte**, agrandissant l'écart entre besoins des populations, attention internationale et financement de l'aide. Cela n'a fait que renforcer une tendance déjà présente, le pourcentage de couverture des Plans de Réponse Humanitaire diminuant d'année en année. Le manque de communication autour de ces baisses, ainsi que l'inclusion des communautés dans les processus de décision, sont des retours fréquents des ménages interrogés.
- Malgré des dynamiques communes, **chaque pays présente des spécificités et des profils de besoins distincts**. En République Centrafricaine et en République Démocratique du Congo, la majorité des ménages cumulent des besoins dans trois secteurs, certains présentant un fort enjeu de santé publique (Eau, Hygiène et Assainissement (EHA), santé, sécurité alimentaire). Au Mali, la plupart des ménages sont dans le besoin dans deux secteurs ou plus, la combinaison la plus courante étant Abri et Biens Non Alimentaires (ABNA)-Éducation, suivie de ABNA-EHA.

CONTEXTE

Depuis plus d'une décennie, les MSNA fournissent des données rigoureuses et fiables, en appui de la planification annuelle de la réponse humanitaire, et aident les décideurs à **identifier les besoins, les vulnérabilités et les préférences des populations affectées par les crises**.

En 2025, la baisse soudaine et drastique des financements humanitaires a mis en avant la nécessité d'établir les priorités sur la base d'éléments factuels, mais a également limité les possibilités de collecte de données. Grâce au soutien de bailleurs et de partenaires, IMPACT- à travers son initiative REACH - a pu mener des évaluations multisectorielles des besoins (MSNA) dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest : le Burkina Faso, le Mali, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo. Ces MSNA n'ont toutefois pas toujours couvert l'ensemble du territoire national (du fait de contraintes financières, sécuritaires ou logistiques), à l'exception du Mali. Les différences en matière de couverture, d'échantillonnage et de méthodologies doivent être prises en compte lors de l'interprétation des résultats.

 **En apprendre plus sur la MSNA.**



MALI



BURKINA FASO



**RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO**



**RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE**

Les données des MSNA de REACH sont analysées dans les différents contextes à travers le même cadre analytique MSNI. Ce cadre permet de synthétiser un ensemble important d'indicateurs sectoriels afin de produire un indice composite mesurant la sévérité globale des besoins humanitaires au niveau des ménages et de faciliter la compréhension de la situation dans un pays donné. L'application de ce cadre commun permet également une comparaison structurée entre contextes. Toutefois, les différences de couverture géographique et de méthodologie entre évaluations doivent être prises en compte lors de l'interprétation des résultats.

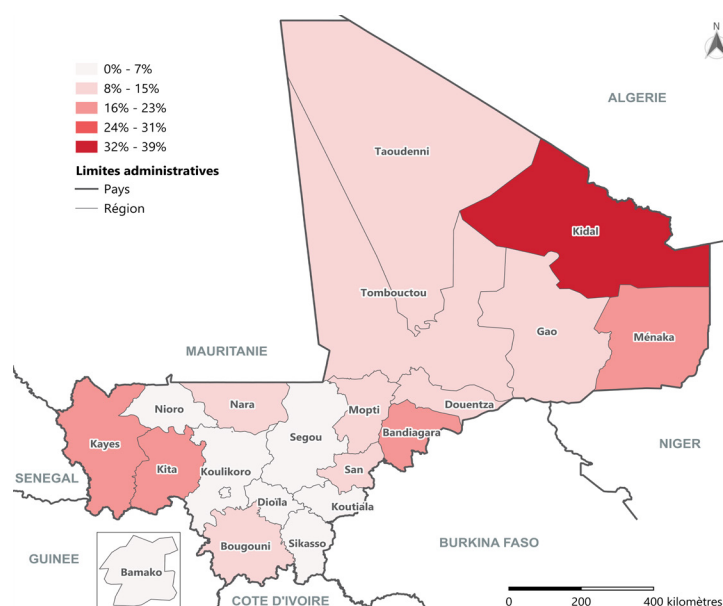
MALI

- Les besoins des communautés, omniprésents et complexes, se sont aggravés depuis 2024. **Les besoins en abri ont notamment augmenté de 32%**, phénomène pouvant être expliqué par l'augmentation du nombre de personnes vivant dans des abris inadéquats.
- Les ménages des régions de Ménaka (94%) et Kayes (93%) ont enregistré les taux les plus élevés de besoins multisectoriels, mais aucune région n'avait un taux inférieur à 60% - montrant l'omniprésence des besoins au Mali. De plus, **la région de Kidal** avait un taux significatif de 38% de ménages dans le besoin sévère.
- L'augmentation des incidents sécuritaires et une crise du carburant subséquente** ont provoqué des déplacements supplémentaires. La crise s'est ainsi étendue et déplacée vers de nouvelles zones géographiques, au sein de populations déjà vulnérables.

COMBIEN DE MÉNAGES ÉTAIENT DANS LE BESOIN ?

83% des ménages au Mali étaient dans le besoin, ce qui signifie qu'ils avaient des besoins dans au moins un secteur.

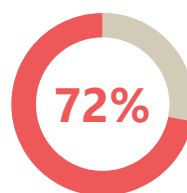
11% des ménages étaient dans le besoin sévère.



Carte : Pourcentage de ménages dans le besoin sévère par zone géographique

Secteur

Éducation	63%
Abris	53%
EHA	31%
Santé	11%
Sécurité alimentaire	7%



des ménages qui étaient dans le besoin dans au moins un secteur n'avaient reçu aucune aide humanitaire dans les 12 mois précédant l'évaluation.

FACTEURS DÉTERMINANTS DES BESOINS SECTORIELS

1 Les besoins dans le secteur de **l'éducation** s'expliquaient principalement par le fait que 43% des enfants de 5 à 18 ans n'avaient pas été scolarisés durant l'année 2024-2025. Les principales barrières rapportées étaient le manque d'intérêt / que l'éducation n'est pas une priorité (34%), que l'enfant est trop jeune (24%), et des difficultés à payer les frais de scolarité (21%).

2 Les besoins en **ABNA** étaient principalement liés à la qualité de l'abri, 38% des ménages vivant dans des abris inadéquats² (dont 10% en tente). En outre, 48%

des ménages ont signalé des dommages à leurs abris, majoritairement causés par les conditions climatiques.

3 L'absence d'installations pour le lavage des mains (64% des ménages) et l'utilisation d'installations sanitaires non améliorées (20%) et leur absence (Défécation à l'Air Libre, 6%) expliquaient la majorité des besoins dans le secteur EHA. En outre, 8% des ménages avaient rapporté avoir accès à une source d'eau de boisson non améliorée.



Pour plus d'informations, accédez au [bulletin complet](#), aux produits sur le Mali sur notre [Centre de Ressources](#), ou [contactez le point focal pays](#).

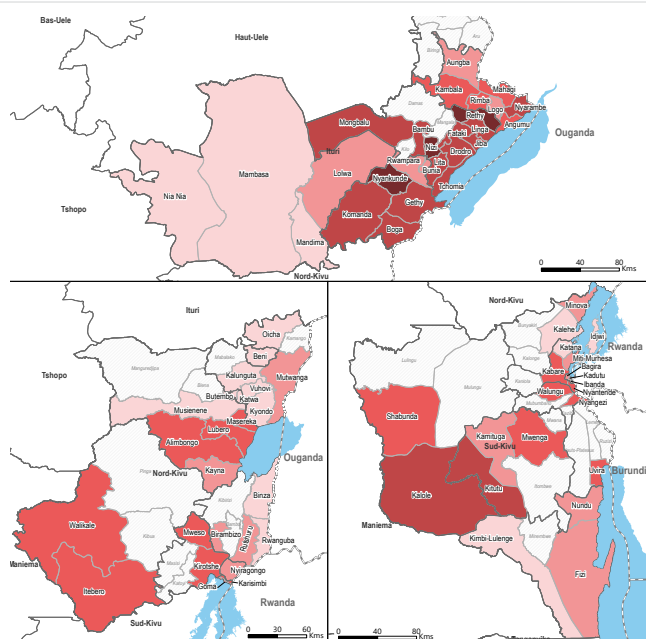
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

- Certaines zones de santé (ZS) sont particulièrement affectées par le conflit, et présentent des besoins extrêmes. En Ituri par exemple, **des besoins sévères en protection** liés à l'insécurité impactent l'accès aux ressources et aggravent des défis structurels.
- **Les difficultés économiques** restent un facteur majeur contribuant à **l'insécurité alimentaire et aux difficultés d'accès à l'éducation** – couplées avec des problèmes de protection de l'enfance au Sud-Kivu et de conflits au Nord-Kivu, impactant l'accès à l'éducation. Les besoins en abris sont également présents et le soutien en abris est notamment un type d'assistance préféré au Sud-Kivu.
- Des **besoins accrus non comblés en santé et des épidémies sont particulièrement accentués au Sud-Kivu**. Ces besoins sont couplés à un manque d'accès aux infrastructures d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA) facilitant la propagation de maladies hydriques et à une insécurité alimentaire en détérioration à l'Est du pays.

COMBIEN DE MÉNAGES ÉTAIENT DANS LE BESOIN ?

92% des ménages en RDC étaient dans le besoin (dans les zones couvertes par la MSNA), ce qui signifie qu'ils avaient des besoins dans au moins un secteur.

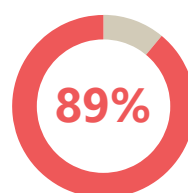
37% des ménages étaient dans le besoin sévère.



Carte : Pourcentage de ménages dans le besoin sévère par zone géographique

Secteur

Éducation	50%
Abris	46%
Sécurité alimentaire	45%
EHA	45%
Santé	43%
Protection	32%



des ménages qui étaient dans le besoin dans au moins un secteur n'avaient reçu aucune aide humanitaire dans les 12 mois précédant l'évaluation.

FACTEURS DÉTERMINANTS DES BESOINS SECTORIELS

1 40% des enfants (5-18 ans) n'étaient pas scolarisés dans un établissement formel au Nord-Kivu (contre 33% au SK et 31% en Ituri). **L'impossibilité de payer les coûts directs liés à l'éducation** était rapportée comme première barrière d'accès à l'éducation. À ces difficultés structurelles s'ajoutaient des **défis de protection** (24% d'enfants impliqués dans du travail dangereux au Sud-Kivu), et des perturbations dues à des attaques directes ou à l'utilisation de l'école comme abri pour les PDI.

2 Les besoins en **ABNA** étaient principalement liés aux ménages habitant dans des abris inadéquats, souvent

en raison d'impacts des conflits et des déplacements. 13% des ménages vivaient dans des abris de fortune en Ituri (et jusqu'à 64% dans la zone de santé de Gethy), et 14% vivaient dans des tentes/abris en bâche dans la ZS d'Angumu.

3 Les **difficultés économiques** contribuent à l'insécurité alimentaire – principalement en Ituri, à travers des prix élevés des articles, un manque d'argent, et des difficultés de paiement rapportés dans les 3 provinces. Les difficultés liées à la capacité à cultiver, à travailler ou accéder aux moyens de subsistance en raison de menaces de protection étaient particulièrement exacerbées en Ituri.



Pour plus d'informations, accédez aux produits sur la République Démocratique du Congo sur notre [Centre de Ressources](#), ou [contactez le point focal pays](#).

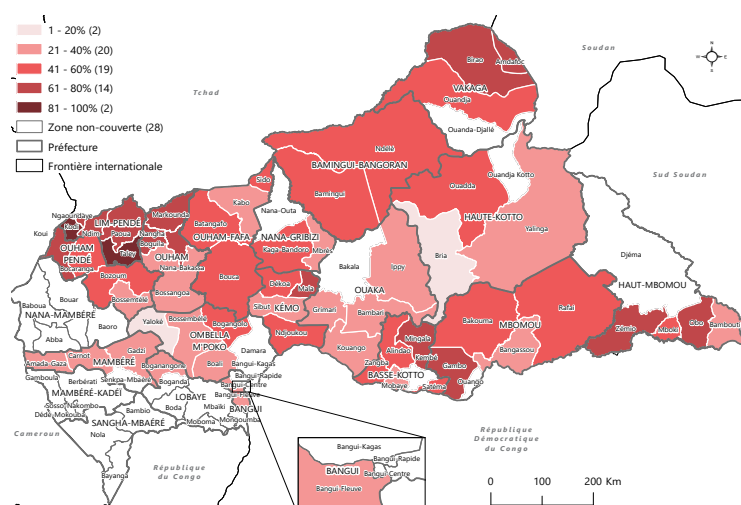
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

- La majorité des ménages fait face à des **besoins sévères dans les secteurs de l'abri et de l'eau, hygiène et assainissement avec une situation particulièrement critique** dans la majorité des sous-préfectures. Cependant, les ménages déclarent que la nourriture et la santé constituent leurs priorités. Cet écart devrait être pris en compte avec attention dans la planification humanitaire.
- La RCA présente des **taux d'insécurité alimentaire aiguë élevés**, avec plus de 40% des ménages présentant une consommation alimentaire limite ou pauvre, et un ménage sur cinq souffre de faim modérée à sévère. Les revenus sont fragilisés par une combinaison de chocs sanitaires, climatiques et économiques, entraînant un recours massif (plus de 70%) à des stratégies de survie négatives.
- Malgré un pourcentage de ménages dans le besoin presque total (également élevé pour les besoins extrêmes, 42%), **l'accès à l'aide humanitaire demeurerait limité et inégal**. Seuls 16% des ménages déclaraient avoir reçu une assistance au cours des 12 derniers mois, avec une forte disparité entre les groupes (54 % des PDI en site contre 15 % des populations hôtes).

COMBIEN DE MÉNAGES ÉTAIENT DANS LE BESOIN ?

96% des ménages en RCA étaient dans le besoin (dans les zones couvertes par la MSNA), ce qui signifie qu'ils avaient des besoins dans au moins un secteur.

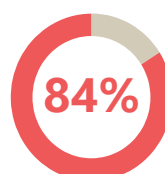
42% des ménages étaient dans le besoin sévère.



Carte : Pourcentage de ménages dans le besoin sévère par zone géographique

Secteur

	Abris	60%
	EHA	59%
	Éducation	54%
	Santé	53%
	Sécurité alimentaire	51%
	Protection	39%



des ménages qui étaient dans le besoin dans au moins un secteur n'avaient reçu aucune aide humanitaire dans les 12 mois précédant l'évaluation.

FACTEURS DÉTERMINANTS DES BESOINS SECTORIELS

1 Les besoins en abri sont liés à **l'espace domestique fonctionnel**, car 52% des ménages ont rapporté ne pas être capables de stocker de la nourriture ou de l'eau ; de ne pas disposer de suffisamment d'espace ou d'articles de couchage ou d'être confrontés à des problèmes lorsqu'ils cuisinent. **De plus, environ un ménage sur sept rapporte vivre à l'air libre ou dans un abri collectif ou improvisé.**

2 Les besoins en EHA portent principalement sur les **difficultés d'accès à des latrines améliorées partagées par vingt personnes ou plus**, une situation qui concerne

près de la moitié (46%) des ménages. Par ailleurs, plus de la moitié (52%) des ménages utilisent des latrines non améliorées et 16% pratiquent encore la défécation à l'air libre.

3 Pour l'éducation, les besoins sont principalement liés à la **non-scolarisation des enfants en âge scolaire et à l'absentéisme des enseignants**. Les données montrent qu'environ un quart des enfants (23%) en âge scolaire n'ont pas eu accès à l'école durant l'année scolaire 2024-2025. Parmi ceux qui y ont accès, l'absence d'enseignants perturbe la fréquentation dans près d'un tiers des cas (27%).



Pour plus d'informations, accédez au [bulletin complet](#), aux produits sur la République Centrafricaine sur notre [Centre de Ressources](#), ou contactez le [Coordinateur Pays](#).

BURKINA FASO

- Dans les provinces à de forts défis sécuritaires, les ménages — déplacés comme non-déplacés — rapportent **une forte pression sur leurs besoins essentiels (alimentation, eau, santé), leurs moyens d'existence et leurs capacités de résilience**, y compris pendant la période de récoltes 2025, ce qui souligne l'importance d'approches intégrées immédiates et continues dans ces zones.
- Au-delà des zones difficiles d'accès, **plusieurs provinces très peuplées accueillant un grand nombre de PDI continuent de concentrer d'importants besoins**. Les ménages déplacés présentent des niveaux de besoins plus élevés (90% dans le besoin), notamment ceux déplacés de longue date (plus de 5 ans). Ces ménages témoignent de besoins importants en abris et articles essentiels, en infrastructures EHA et santé gratuites et de proximité, en frais éducatifs abordables, et d'un accompagnement vers les solutions durables qu'ils envisagent.
- L'assistance en 2025 a pu être maintenue pour une grande partie des ménages, mais certaines provinces très peuplées accueillant de nombreux PDI, notamment le Yatenga, **signalent des niveaux d'assistance déclarés plus faibles que leurs besoins rapportés, appelant à un suivi continu**.

Les résultats MSNA pour le Burkina Faso sont partagés de façon bilatérale.

Pour recevoir nos produits, merci de [contacter notre point focal](#).

Notes de fin

Les différents niveaux de sévérité peuvent être définis comme suit :

- Niveau de sévérité 1 : Les conditions de vie sont acceptables, montrant au maximum quelques signes de détérioration et/ou un accès inadéquat aux services de base. Aucun ou minimal (risque d') impact sur le bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 2 : Les conditions de vie sont sous pression. Minimal (risque d') impact sur le bien-être physique ou mental ou bien-être physique ou mental global sous tension.
- Niveau de sévérité 3 : Conditions de vie dégradantes, avec un accès réduit à/une disponibilité réduite des biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 4 : Effondrement des conditions de vie. (Risque de) préjudice significatif pour le bien-être physique ou mental.
- Niveau de sévérité 4+ : Indications d'un effondrement total des conditions de vie, avec des résultats potentiellement immédiatement menaçants pour la vie (risque accru de mortalité et/ou préjudice irréversible pour le bien-être physique ou mental).

Des détails supplémentaires peuvent être trouvés dans les notes méthodologiques, sur notre [Centre de Ressources](#).

1 Pas de score MSNI de protection cette année pour le Mali, certaines questions relatives au secteur protection ayant été retirées du questionnaire car jugées sensibles.

2 Un abri inadéquat est défini comme tout type d'abri répondant aux conditions suivantes : être hébergé dans un centre collectif ou utiliser un abri d'urgence, ou encore vivre dans un bâtiment inachevé, une tente ou un abri de fortune.

À propos de REACH : REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

PARTENAIRES FINANCIERS



PARTENAIRES OPERATIONNELS



PARTENAIRES ETATIQUES

